



COMMUNIQUÉ

ANNONCE DE TPSGC – LA CONTINUITÉ PLUTÔT QU’UN DÉBUT

Pour publication immédiate

Ottawa, Ontario, le 20 juin 2011... L’annonce faite aujourd’hui de coupures de programmes et de postes par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC) à la suite d’un examen stratégique ne représente qu’une étape de plus dans une série déjà longue d’examens dans la fonction publique fédérale. Depuis cinq ans, les ministères ont suivi le mandat conservateur d’examiner et de couper. Ils arrivent maintenant au moment de couper dans le vif des programmes publics, au besoin, pour atteindre des objectifs budgétaires douteux. Selon une source au ministère, TPSGC a obtenu du Conseil du Trésor l’autorisation de procéder à vingt-deux « initiatives », dont neuf auront une incidence négative directe sur les emplois.

« Il sera intéressant de voir si les dirigeants du gouvernement conservateur pourront affronter les Canadiens et leur expliquer, pour chaque coupure, quels programmes et quels services ne seront plus offerts à la population », a fait observer le président de l’ACEP Claude Poirier. « Messieurs Harper, Flaherty et Clement tentent de nous vendre cet exercice en opposant les intérêts des contribuables à ceux des employés de la fonction publique. En réalité, c’est toute la population du Canada qui en fera les frais. »

Les exercices de compressions d’autres décennies nous ont montré que les objectifs de réduction des services dans le seul but de couper ne sont atteints que si l’on fait abstraction des réalités propres à la prestation des services. Dans les années 1990, les coupes dans la fonction publique fédérale ont créé une administration publique débordée et désorientée, des programmes et services désarticulés, et une réorientation des ressources du contribuable dans une interminable série d’examens répondant à des impératifs politiques. Malgré tout, le gouvernement Harper semble faire fi de l’expérience passée et veut répéter les erreurs de ses prédécesseurs au risque évident de détruire la fonction publique qui est au service des Canadiens.

Les ministères n’ont pas le choix ou n’ont pas voix au chapitre. En dépit de tout bon sens, ils doivent suivre les ordres. Pendant la campagne électorale, le Parti conservateur a promis qu’il atteindrait ses objectifs budgétaires sans qu’il y ait perte d’emplois dans la fonction publique. Puis, peu de temps après avoir obtenu un gouvernement majoritaire, il change de position et favorise maintenant l’élimination d’emplois.

« Il est clair que l’affirmation du gouvernement conservateur selon laquelle l’attrition suffirait n’était que duperie... Est-ce là un signe de ce qui nous attend au cours des quatre prochaines années? S’agit-il du double discours qui caractérisera désormais le gouvernement canadien? » demande M. Poirier. « Tout ce que je peux suggérer à mes concitoyens canadiens, c’est de suivre de très près ce qui se passe à Ottawa. Les programmes qui sont importants pour vous seront peut-être les prochains à disparaître. »

Le président national de l’ACEP Claude Poirier peut être contacté pour des entrevues au (613) 884-0028.

- 30 -

L’Association canadienne des employés professionnels

www.acep-cape.ca

(613) 236-9181

(800) 265-9181